

# « Ce que peut l'histoire »

En ces temps troublants et paradoxaux, cette phrase prononcée par Patrick Boucheron dans le cadre de sa conférence inaugurale au Collège de France résonne de plus en plus fort depuis l'automne 2015<sup>1</sup>. Collectivement, nous semblons assaillis par de multiples crises qui apparaissent graduellement comme les nouveaux marqueurs de cette décennie : l'Irak, la Syrie, la crise migratoire en Méditerranée, le retour de l'antagonisme russo-américain, la permanence de la menace terroriste et la montée des populistes en Europe et aux États-Unis et j'en passe.

J'ai déjà abordé, dans ces pages, la nécessité de faire une place à l'histoire en tant qu'outil de compréhension de notre époque<sup>2</sup> et c'est bien malgré moi que je reviens sur le sujet dans ce numéro du *Bulletin*. En effet, depuis la fin de l'été et la rentrée universitaire, il me semble que la quête de sens de nos sociétés, à propos de ces multiples crises, exige des réponses provenant d'historiennes et d'historiens d'horizons divers. Pourtant, cette demande apparaît dans un contexte particulièrement paradoxal.

Tout d'abord, les institutions chargées de familiariser les citoyens et les décideurs vers l'usage de l'histoire comme outil d'analyse semblent faillir à leur mission. Ainsi, la place de l'histoire est malmenée dans l'enseignement collégial et supérieur. C'est particulièrement le cas au Québec alors que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur voudrait permettre aux directeurs de cégeps de moduler l'offre de cours de leurs programmes en fonction de la nature de la « clientèle » locale. C'est ce que le propose le « rapport Demers ». La formation devra alors s'adapter rapidement aux besoins du marché du travail régional<sup>3</sup>. Le professeur Gilles Gagné rappelait récemment alors que les cours à vocation généraliste, comme l'histoire, deviendront rapidement superflus<sup>4</sup>. La situation n'est pas exclusive au Québec alors que de nombreuses universités et collèges américains font disparaître certains cours d'histoire de leurs curriculum au nom de la rentabilité des programmes. L'enseignement de l'histoire n'est pas la seule discipline menacée par cette perspective et il partage le sort que subissent d'autres sciences sociales et humaines. D'ailleurs, Andrew Moore expliquait récemment dans *Affaires universitaires* à quel point il est difficile pour les sciences humaines en général et l'histoire en particulier de résister à la

notion de « productivité » et « d'utilité » qui affecte actuellement le monde de l'enseignement<sup>5</sup>.

Pourtant, face à l'état de siège qui confronte l'enseignement de l'histoire aux cycles supérieurs, émerge une demande publique exigeant la mise en contexte historique des problèmes de notre temps. Tel que l'expose Andrew Moore, il s'agit d'un des aspects qui permet à l'histoire, en tant que science humaine et sociale, de traverser les cloisons de sa perspective disciplinaire.

C'est sans doute en ce sens que l'histoire peut trouver son utilité publique : utilité qui permet justement de prendre du recul sur les événements qui nous entourent. Graham Allison et Niall Ferguson ont même été jusqu'à proposer récemment la création d'un « Council of Historians » rattaché au Bureau ovale<sup>6</sup>. La proposition d'Allison et de Ferguson a été critiquée dans son opérationnalisation et dans la capacité des historiens à fournir des « leçons » pour le présent<sup>7</sup>. Craignant probablement un retour de l'histoire-leçon typique du XIX<sup>e</sup> siècle, les critiques de la proposition d'Allison et de Ferguson souhaitent prévenir le glissement de l'usage de l'histoire vers une perspective « utilitariste », où la discipline serait mise au service du présent. Le risque est grand de laisser les politiques utiliser le passé comme caution pour leurs actions. L'utilisation d'analogies historiques pour comprendre le présent est une opération difficile et les historiens sont les premiers à la souligner.

Pourtant, il existe sans doute une voie mitoyenne basée sur la capacité de l'histoire à démontrer la complexité de la vie en société et la nécessité de la précision dans l'utilisation de concepts explicatifs à forte connotation historique. La campagne électorale américaine est riche en ce sens. Certainement, la surprise causée par la présence de Donald Trump à la course à la présidence et la nature du candidat génèrent une recherche d'explications historiques particulièrement forte. Il suffit de constater les diverses épithètes utilisées pour caractériser la dégradation des conditions du débat politique et des candidats. Pourtant, Williamson Murray et Wayne Wei-Siang Hsieh rappellent la nature délétère du processus électoral américain de la période *Antebellum*<sup>8</sup>. Parallèlement, alors que de nombreux

<sup>1</sup> Patrick Boucheron, *Ce que peut l'histoire*, Paris, Collège de France/Fayard, 2016

<sup>2</sup> « "C'est moi qui fut la belle Cléo" », *Bulletin de la Société historique du Canada*, vol. 41, no. 3, pp. 3-4.

<sup>3</sup> Guy Demers, *Rapport final du chantier sur l'offre de formation collégiale*, Québec, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2014.

<sup>4</sup> « Quel avenir pour nos cégeps », *Désautels le dimanche*, émission du 25 septembre 2016 ([http://ici.radio-canada.ca/emissions/desautels\\_le\\_dimanche/2015-2016/chronique.asp?idChronique=417241](http://ici.radio-canada.ca/emissions/desautels_le_dimanche/2015-2016/chronique.asp?idChronique=417241)). Voir également Sébastien Mussi, dir., *La liquidation programmée de la culture. Quel cégeps pour nos enfants*, Montréal, Éditions Liber, 2016.

<sup>5</sup> Andrew Moore, « We Need to Challenge the Primacy of « Productivity » as an Educational Metric », *Affaires universitaires*, vol. 57, no. 9, p. 45. En ligne <http://www.universityaffairs.ca/opinion/in-my-opinion/need-challenge-primacy-productivity-educational-metric/>

<sup>6</sup> Graham Allison et Niall Ferguson, « Why the U.S. President Needs a Council of Historians », *The Atlantic*, septembre 2016, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/09/dont-know-much-about-history/492746/>

<sup>7</sup> Voir par exemple Jeremy Adelman, « Who Needs Historians? », *The Chronicle of Higher Education*, vol. 63, no. 1, 2016 <http://www.chronicle.com/article/Who-Needs-Historians-/237415>

<sup>8</sup> Williamson Murray et Wayne Wei-Siang Hsieh, *A Savage War*,



*Les institutions chargées de familiariser les citoyens et les décideurs vers l'usage de l'histoire comme outil d'analyse semblent faillir à leur mission.... Pourtant, ... émerge une demande publique exigeant la mise en contexte historique des problèmes de notre temps.*

(à gauche) Benito Mussolini. Domaine public. Donald Trump, 2011.  
Photographie : Gage Skidmore, <https://www.flickr.com/photos/gageskidmore/>.  
(ci-dessous) Clio, Muse de l'Histoire dans la mythologie grecque. Détail d'une peinture par Pierre Mignard 1689. Domaine public.

commentateurs politiques américains font l'analogie entre la montée du fascisme en Italie et les tendances autocratiques de Donald Trump, l'historien John McNeill propose, avec beaucoup d'humour, de déterminer si le candidat républicain est véritablement fasciste<sup>9</sup>. En comparant les deux personnages, il arrive à la conclusion que Trump, malgré ses tendances autocratiques, n'est pas une nouvelle incarnation du *Duce*.

Cependant, il est difficile de réconcilier cette demande publique, qui recherche un mode de compréhension du monde qui nous entoure, alors que les institutions chargées de former les citoyens écartent et minimisent la place de l'histoire dans les curriculums.

Patrick Boucheron, peu de temps après les attentats parisiens, rappelait à son auditoire réuni pour l'écouter au Collège de France l'origine de sa décision de « faire de l'histoire » :

« Je me souviens pourquoi j'ai choisi d'enseigner l'histoire : parce que j'avais d'un coup compris que c'était prodigieusement amusant. Je me souviens combien il

me fut en revanche long et difficile de comprendre qu'elle pouvait aussi se déployer comme un art de la pensée ». Face aux crises de son temps, Boucheron poursuit en rappelant le rôle de l'histoire comme outil de compréhension. « Comment se résoudre à un devenir sans surprise, à une histoire où plus rien ne peut survenir à l'horizon, sinon la menace de la continuation? Ce qui surviendra, nul ne le sait. Mais chacun comprend qu'il faudra, pour le percevoir et l'accueillir, être calme, divers et exagérément libre »<sup>10</sup>.

C'est ce que je vous propose modestement d'examiner dans le prochain numéro *Bulletin* : les moyens que peuvent proposer l'histoire et la communauté historique pour que nous restions libres face à notre temps.

**Martin Laberge**  
Secrétaire de la langue française

Princeton, Princeton University Press, 2016.

<sup>9</sup> John McNeill, « How Fascist is Donald Trump? There's Actually a Formula for That », *The Washington Post*, 21 octobre 2016, [https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2016/10/21/how-fascist-is-donald-trump-theres-actually-a-formula-for-that/?utm\\_term=.11cb6f3606fc](https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2016/10/21/how-fascist-is-donald-trump-theres-actually-a-formula-for-that/?utm_term=.11cb6f3606fc)

<sup>10</sup> Boucheron, *op. cit.*, p. 71-72.

